

Approbation du PV de la réunion du 11/06/15 Le PV de la précédente réunion a été adopté à l'unanimité.

Point d'étape sur les crédits d'actions locales (CAL 2015)

La répartition des crédits d'actions locales (CAL) pour 2015, qui s'établissent à 32.170 €, a été votée lors du précédent CDAS. Le délégué a fait un point sur les différentes actions réalisées ou programmées :

- la convention possibilité de consultation personnelle d'un avocat ;
- la convention avec l'UDAF dans le cadre du conseil en économie sociale et familiale
- le repas organisé pour les agents retraités (qui a eu lieu le 19 mai 2015) ;
- la sortie familiale au parc Astérix (à laquelle une centaine de personnes a participé le 27 juin) ;
- les dépenses pour l'équipement des coins repas ;
- l'arbre de Noël prévu le 13 décembre 2015 et l'achat des jouets et chèques-cadeaux

Le point sur les dépenses réalisées ou prévisibles par rapport aux dépenses budgétées, laisse une marge de manœuvre de 2.800 €, permettant ainsi d'envisager une action complémentaire.

Après discussions, le CDAS décide à la majorité (5 pour, 1 abstention) d'augmenter, à titre exceptionnel pour 2015, le chèque-cadeau des 11-17 ans de 20 € à 30 €.

Réflexions et perspectives concernant l'organisation de l'arbre de Noël et les sorties familiales

Lors de la précédente réunion, les membres du CDAS avaient souhaité une réflexion collective sur les modalités éventuelles d'évolution de l'organisation de l'Arbre de Noël.

Les éléments statistiques montrent :

- la diminution du nombre d'enfant bénéficiaires et du nombre de participants au spectacle, sans pour autant que le ratio participation spectacle/nb d'enfants évolue sensiblement,
- une augmentation progressive de la part des chèques-cadeaux par rapport aux jouets (1/3)

Un questionnaire sera envoyé aux parents à l'issue de l'Arbre de Noël prévu le 13/12/15 afin d'évaluer la manifestation et de recueillir des commentaires et suggestions.

Après des débats et des échanges, les participants, tout en reconnaissant l'offre limitée et la nécessité de prendre en compte les contraintes d'organisation, accueillent favorablement une proposition d'animation envisagée au parc des expositions de Saint-Lô pour 2016. Ils souhaitent une variation du type de spectacles proposés et une anticipation le plus en amont possible des programmations. Ils manifestent par ailleurs leur attachement au maintien du choix entre le jouet et le chèque-cadeau

S'agissant des sorties familiales, les membres du CDAS souhaitent alterner, une année sur deux, les parcs d'attractions et les sorties culturelles ou touristiques. Après discussion, 4 possibilités sont émises pour 2016 et seront documentées pour le prochain CDAS.

Questions diverses

équipement des trousse de secours Le renouvellement de l'équipement des trousse secours en produits pharmaceutiques est en cours en liaison avec le médecin de prévention

action de prévention MGEFI/Action sociale

En réponse à une question, il est précisé que l'action organisée le 20 novembre 2015 (conférence sur le cancer du sein) ouvre droit à une autorisation d'absence (sous réserve des nécessités de service) mais pas au remboursement des frais de transport. La Délégation à l'action sociale s'associera à l'action du 1^{er} décembre sur le sida

REFI de Granville En réponse à la question posée sur la possibilité pour des agents d'apporter leur repas en présence d'un restaurant financier, il est précisé que pour le Secrétariat Général la présence d'un restaurant financier n'est pas compatible avec l'aménagement d'un coin-repas. Sur la possibilité d'y apporter son repas, il convient de se référer au règlement intérieur du restaurant financier et d'examiner la question, au niveau local ou au niveau de la DDFiP, notamment au regard du prestataire responsable de la sécurité alimentaire du restaurant.

demandes de prêts et aides ALPAF devront désormais être adressées directement au niveau central.

dématérialisation des titres restaurant a été retardée et la généralisation ne devrait pas intervenir avant fin 2016. Plusieurs évolutions sont annoncées en matière de colonies EPAF (inscriptions en lignes, possibilités BAFA, élargissement et aménagement des offres...)

- Information des agents La possibilité d'adressage direct des informations de l'action sociale sur les BALP des agents sera examinée avec la DDFiP, pour faciliter l'accès à l'information et alléger la gestion des BALF.